

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61873

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

KLAUS SCHWABE

L'ALLEMAGNE À VERSAILLES:
STRATÉGIE DIPLOMATIQUE ET CONTRAINTES
INTÉRIEURES

I.

La chute de la République de Weimar est un problème qui ne cesse de hanter l'historiographie de l'époque contemporaine¹. La génération qui a vécu l'Empire hitlerien tenta d'attribuer la responsabilité de l'avènement du régime nazi à la paix de Versailles. En mettant en relief les effets qu'exerçaient la structure sociale, la mentalité bourgeoise et la crise économique de 1929 sur les destins de Weimar la recherche historique des décades suivantes a contesté et disqualifié cette interprétation. Toutefois on ne peut pas ignorer le rapport qui existait entre ces deux événements: Hitler et Versailles. On ne peut pas contester le fait que la polémique hitlerienne lancée contre la soi-disante «paix honteuse» (*Schmachfrieden*) et contre le président Wilson, à qui Hitler reprochait d'avoir roulé le peuple allemand crédule, formait un élément central de la propagande du chef du parti nazi dirigée contre le «système» (*Systemzeit*). Cette propagande s'avérait d'autant plus effective que Hitler et la droite allemande ne laissaient aucun doute que les «traîtres» allemands, qui avaient provoqué la Révolution de novembre 1918 et signé cette paix, bref les représentants de la nouvelle République étaient responsables de l'humiliation et des épreuves que le peuple allemand avait à subir à cause de la paix de Versailles. Ainsi «Versailles» servait à diffamer auprès du public allemand la République de Weimar, et cette diffamation devenait plus puissante, au fur et à mesure que s'installait la distance entre les contemporains et la signature de la paix de Versailles².

Pour la postérité ce développement néfaste pose deux questions: est-il possible de rendre responsable la stratégie diplomatique poursuivie au nom du gouvernement allemand à Versailles de la propagande nationaliste menée contre la paix de Versailles

1 Pour une version plus détaillée et annotée de cet article voir Klaus SCHWABE, *Germany's Peace Aims: Domestic and International Constraints*, dans Manfred F. BOEMEKE, Gerald D. FELDMAN, Elisabeth GLASER (éd.), *The Treaty of Versailles. A Reassessment after 75 Years*, German Historical Institute Washington, Cambridge 1998, p. 37-67.

2 Voir par exemple le discours du haut fonctionnaire et député du DNVP au Reichstag Albrecht von Graefe-Goldbee: *Rede vor dem 2. Parteitag der DNVP, 25.10.1920, Berlin 1920* (Deutschnationale Flugschriften Nr. 72), p. 3, 5, 24. On y lit, »daß nationaler Widerstand gegen Versailles das Ende des demokratischen Klüngels bedeuten [werde:] Nicht ein Jena hat uns zu Versailles geführt, sondern die Friedensresolution vom Juli 1917«.

et la République de Weimar? L'autre question à poser est: y avait-il des alternatives par rapport au comportement de la délégation allemande à Versailles il y a 80 ans. Une telle discussion n'est pas une vaine entreprise, car elle seule permet d'analyser d'une façon critique les questions qui ont occupé les historiens et le public de l'après-guerre jusqu'à maintenant. Dans cette perspective, on peut ajouter la question de savoir s'il y eut des erreurs fatales commises par la politique étrangère que conduisit le gouvernement allemand pendant la conférence de la paix? Et si cela en effet était le cas, peut-on les expliquer, sinon les excuser, par des contraintes extérieures ou intérieures qui réduisaient les options qu'avaient les dirigeants allemands?

Pour répondre à ces questions, il est proposé de procéder de la manière suivante:

1) d'abord il est nécessaire d'esquisser les buts principaux ainsi que la tactique qui guidaient la stratégie diplomatique allemande conçue pour la conférence de la paix;

2) il faudra distinguer les continuités ainsi que les nouveautés de cette stratégie par rapport à la diplomatie de l'empire de Guillaume II;

3) en se référant à l'opinion contemporaine aussi bien qu'à la perspective d'aujourd'hui on peut se demander si cette stratégie a réussi ou non;

4) il faut discuter sur la possibilité d'alternatives concrètes par rapport à la politique choisie par les dirigeants allemands à Versailles – une possibilité qui dépendait des données diplomatiques et intérieures de l'époque;

5) en concluant, il sera nécessaire d'élucider les contraintes d'ordre diplomatique ainsi qu'intérieur à cause desquelles les décideurs allemands ont rejeté ces voies alternatives.

II.

Pour caractériser la stratégie projetée pendant l'hiver de 1918 à 1919 par l'Allemagne vaincue, il faut connaître le personnage qui en était responsable: c'était le comte Ulrich de Brockdorff-Rantzau, diplomate de carrière et ancien représentant de l'Allemagne auprès du gouvernement danois. Brockdorff est l'exemple même de l'aristocrate. Il a une personnalité ombrageuse, susceptible, un peu vaniteuse, et ambitieuse. Patriote ardent, Brockdorff cultive une notion exagérée de l'honneur. Ce qui le recommande aux milieux politiques de gauche ce sont ses sympathies pour des tendances modernes, libérales voire démocratiques, et sa volonté d'une paix de réconciliation. Déjà en 1917 il est convaincu qu'une victoire allemande est impossible et qu'une paix basée sur des compromis sera inéluctable. La tactique employée par le bolchevik Trotzki à l'occasion des négociations pour la paix de Brest-Litovsk, c'est-à-dire l'effort de mobiliser les masses en faveur d'une paix anti-impérialiste, l'a fortement impressionné³.

Sa stratégie diplomatique comprend deux aspects – son programme et sa tactique. En ce qui concerne son *programme*, il l'a hérité du dernier cabinet impérial présidé par

3 Cf Leo HAUPTS, Ulrich Graf von Brockdorff-Rantzau. Diplomat und Minister in Kaiserreich und Republik, Göttingen 1984, p. 41–59, 62–66; Udo WENGST, Graf Brockdorff-Rantzau und die außenpolitischen Anfänge der Weimarer Republik, Bern 1973; et la biographie récente: Christiane SCHEIDEMANN, Ulrich Graf von Brockdorff-Rantzau (1869–1928). Eine politische Biographie, Frankfurt 1998.

le chancelier, le prince Max von Baden, qui a gouverné l'Allemagne jusqu'à l'éclatement de la Révolution de novembre. Il a pour base les Quatorze Points proclamés par le président américain Woodrow Wilson au début de 1918. Depuis que ce programme a été énoncé, il attire la gauche modérée allemande qui domine la majorité du *Reichstag*. Ses émissaires secrets entament des sondages auprès des présumés intermédiaires américains pour vérifier les possibilités d'une paix de compromis basée sur les Quatorze Points. Ces tentatives restent sans résultat. En même temps les militaires allemands continuent à miser sur une victoire sur les champs de bataille⁴.

Ce n'est qu'à la fin de septembre 1918, c'est-à-dire au moment où le haut commandement allemand admet la défaite de ses armées, que le gouvernement de Berlin se décide à demander à l'ennemi un armistice et en même temps à adopter le programme d'une paix Wilsonienne jusqu'à ce moment soutenue que par la gauche. Cette décision comprend un aspect touchant la politique intérieure: le président américain a insisté à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne peut négocier une paix fondée sur les Quatorze Points qu'avec des représentants allemands vraiment démocratiques. A la fin septembre 1918, le gouvernement allemand tente de satisfaire cette demande et complète le cabinet par des hommes politiques de gauche, y compris du parti social-démocrate. En s'adressant à Wilson le nouveau gouvernement de Max von Baden spécule sur les deux avantages – pouvoir éviter une capitulation sans conditions au moyen d'un armistice et en s'appuyant sur les Quatorze Points, et échapper à une paix dictée et »impérialiste«⁵.

Ce calcul s'avère trompeur. Les Alliés insistent sur un »armistice« qui rende l'ennemi incapable de reprendre les hostilités⁶. Wilson n'accepte pas la prétention du gouvernement de Max von Baden à représenter les forces démocratiques de son pays. Il demande que les »maîtres« militaires qui jusqu'ici contrôlent l'Allemagne soient définitivement chassés et remplacés par des porte-parole de la gauche. A Berlin cette exigence est interprétée comme une demande d'abdication de l'empereur Guillaume II⁷. La correspondance entre le gouvernement de Berlin et Wilson traîne

4 Peter KRÜGER, *Die Außenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt 1985, p. 31–38; Klaus SCHWABE, *Deutsche Revolution und Wilson-Frieden. Die amerikanische und die deutsche Friedensstrategie zwischen Ideologie und Machtpolitik 1918/19*, Düsseldorf 1971, p. 78sq. (version anglaise remaniée: 1985), et ID., *Die amerikanische und die deutsche Geheimdiplomatie und das Problem eines Verständigungsfriedens im Jahre 1918*, dans: *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte* 19 (1971) p. 1–32.

5 Johannes HÜRTER (Hg.), *Paul von Hintze. Marineoffizier, Diplomat, Staatssekretär. Dokumente einer Karriere zwischen Militär und Politik 1903–1918*, München 1998 (*Deutsche Geschichtsquellen des 19. und 20. Jahrhunderts*, hg. von der Historischen Kommission der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 60) p. 104sq., 639, n. 1.

6 Pierre RENOUVIN, 11 novembre 1918. *L'Armistice de Rethondes*, Paris 1968, p. 119, 125, 132sq.

7 Dans sa note du 23 octobre 1918 adressée au gouvernement de Max von Baden Wilson déclare: »Si les États-Unis doivent traiter avec les gouvernants militaires et des autocrates monarchiques [de l'Allemagne] ... alors les États-Unis ne peuvent entrer en négociations de paix mais doivent exiger la capitulation complète ...«, cité et traduit par RENOUVIN, *ibid.*, p. 382. Parfois l'historiographie qui traite de cette époque a mal compris le langage de Wilson en lui attribuant seulement une brusque demande d'une reddition sans conditions allemande: Cf. Heinrich August WINKLER, *Weimar 1918–1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, München 1993, p. 24, ou Klaus HILDEBRAND, *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler*, Berlin 1999, p. 439. En vérité le président confronte le gouvernement de Berlin à une alternative, à savoir ou d'échanger ses élites tra-

en longueur. Fin octobre, des matelots se mutinent, s'emparent de la flotte allemande et menacent les forces militaires du front occidental. Un désastre complet semble être imminent. Le haut commandement commence à se résigner à une capitulation sans conditions. Ainsi il n'est pas surprenant que c'est avec un soulagement profond que le gouvernement impérial reçoit la note alliée du 5 novembre qui confirme l'acceptation par les Alliés européens du programme de Wilson (acceptation de principe avec deux réserves, comme nous allons le voir ci-dessous)⁸.

Cette note signée par le secrétaire d'état américain Robert Lansing informe le gouvernement impérial allemand, au nom des puissances alliées, que celles-ci sont disposées à conclure avec l'Allemagne une paix qui reposerait sur les Quatorze Points sous les deux réserves, que les Alliés gardent leur liberté de définir la liberté sur les mers et les réparations à demander de l'Allemagne. En même temps elle invite des plénipotentiaires allemands à se rendre au grand quartier général du maréchal Foch pour prendre connaissance des termes d'un armistice⁹. L'armistice de Compiègne va être signé à un moment où la monarchie a déjà abdiqué sous la pression de la Révolution de novembre.

Pour comprendre la psychologie allemande, celle surtout de Brockdorff-Rantzau et des inspirateurs de la stratégie diplomatique allemande pendant la période suivante, il faut retenir que ceux-ci, loin de reconnaître le cessez-le-feu pour ce qu'il était en réalité, à savoir un dernier recours leur épargnant une défaite totale, lui reconnaissent la qualité d'une concession accordée du côté allemand.

Comme le réclament les nouveaux décideurs à Berlin, l'Allemagne, en échange de sa décision de déposer les armes et de se doter d'un régime républicain, a gagné le droit de demander une paix négociée sur la base des Quatorze Points, une paix Wilsonienne, sur laquelle les Alliés se sont engagés dans la note de Lansing¹⁰.

Brockdorff-Rantzau, qui devient ministre des Affaires étrangères le 18 décembre 1918, s'identifie complètement avec cette façon de voir les choses. Pour lui, comme pour ses prédécesseurs, le programme américain pour la paix doit servir de critère de base pour savoir si l'Allemagne peut considérer les propositions des Alliés acceptables ou non. Surtout il semble indispensable que le traité ne viole pas les deux principes sur lesquels les Quatorze Points se fondent: d'abord l'organisation de la paix, c'est-à-dire l'établissement d'une Société des Nations avec l'Allemagne comme membre fondateur avec rang de grande puissance, et ensuite le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (l'autodétermination)¹¹.

ditionnelles contre des représentants de la démocratie allemande (non pas nécessairement l'abdication de Guillaume II) et se présenter pour des négociations basées sur les Quatorze Points, ou de se soumettre à une capitulation, cf. SCHWABE (voir n. 4) p. 145–150, 197, 211.

8 SCHWABE, *ibid.*, p. 217sq.

9 RENOUVIN (voir n. 6) p. 218sq.

10 SCHWABE (voir n. 4) p. 348–352; SCHEIDEMANN (voir n. 3) p. 363, 379, 466.

11 Brockdorff-Rantzau, *Ansprache an die Vertreter der deutschen Presse*, 15.1.1919, dans: Ulrich Graf von BROCKDORFF-RANTZAU, *Dokumente und Gedanken um Versailles*, Berlin 1925, p. 38sq., aussi p. 59; Peter KRÜGER, *Versailles. Deutsche Außenpolitik zwischen Revisionismus und Friedenssicherung*, München 1986, p. 51, 58sq.; Peter GRUPP, *Deutsche Außenpolitik im Schatten von Versailles, 1918–1920. Zur Politik des Auswärtigen Amtes vom Ende des Ersten Weltkrieges und der Novemberrevolution bis zum Inkrafttreten des Versailler Vertrages*, Paderborn 1988, p. 52–73; SCHWABE (voir n. 4) p. 346–350.

S'appuyant sur ces deux principes, Brockdorff établit une hiérarchie des objectifs à atteindre au cours des négociations. En bas de cette hiérarchie se trouvent les intérêts militaires. Le ministre est sûr qu'après la défaite il sera plus facile pour le gouvernement allemand d'accepter des concessions. Pour cette attitude il encourt la critique sévère du haut commandement¹². Suivent les intérêts économiques et financiers. Brockdorff croit qu'au pire l'Allemagne peut offrir des compromis dans ce domaine, si ceux-ci ne mettent pas en danger la survie du peuple allemand. En ce qui concerne les revendications territoriales, Brockdorff recommande que l'Allemagne soit extrêmement prudente et réservée, et ne consente à des cessions que si un plébiscite dégage une majorité non-allemande dans la région contestée. Brockdorff est résolu à refuser l'arrangement d'un plébiscite partout où, comme en Rhénanie, le caractère allemand d'une région semble incontestable. Pour cela, selon Brockdorff, les Quatorze Points interdisent toute forme de détachement de la Rhénanie de l'Allemagne sous n'importe quel prétexte.

Pour Brockdorff-Rantzau les questions d'honneur (*Ehrenpunkte*), c'est-à-dire que le gouvernement allemand admette la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre, livre les présumés criminels de guerre et reste temporairement exclu de la Société des Nations, se rangent au sommet de la hiérarchie des préoccupations allemandes. Le ministre considère toute concession dans ce domaine comme inadmissible parce que céder sur ces points signifierait renoncer au rang de l'Allemagne en tant que grande nation. Il dit:

«Si le décor moral représenté par une juridiction pénale était ôté de l'instrument de paix celui-ci serait grosso modo supportable pour nous. Nous comprenons qu'en tant de vaincus nous sommes obligés de faire des sacrifices matériels (*Opfer an Macht und Gut*). Mais nous rejetons l'exigence de souscrire à notre dégradation à l'état de criminel, à une nation de deuxième classe»¹³.

En effet, l'essence du projet allemand pour la paix semble être la résolution de défendre à tout prix la place et la dignité de l'Allemagne en tant que grande puissance. Brockdorff et le gouvernement de Berlin s'attendent à certaines cessions inévitables du territoire de l'ancien empire allemand – comme la Lorraine, la Posnanie et quelques colonies – résultant des conditions du traité de paix. Mais au fond ils demandent qu'une paix de droit (*Rechtsfrieden*) en accord avec les Quatorze Points de Wilson laisse intacte la grande puissance allemande. Mais ce n'est pas tout: se référant au droit à l'autodétermination Brockdorff-Rantzau exige publiquement, au-delà du maintien du statu quo, un agrandissement de fait de l'Allemagne par l'incorporation de la nouvelle république de l'Autriche allemande. Par son potentiel démographique et économique une telle Allemagne agrandie serait non seulement la puissance la plus forte, mais pourrait même devenir la force dominatrice en Europe¹⁴.

Comment l'Allemagne doit-elle agir au cas où les conditions de paix ne correspondaient pas aux Quatorze Points – et les indiscretions qui parviennent au gouverne-

12 SCHEIDEMANN (voir n. 3) p. 395.

13 Cité par SCHEIDEMANN, *ibid.*, p. 475; cf. Brockdorff-Rantzau, *Bedingungen eines für Deutschland annehmbaren Friedens*, 27 janvier 1919, dans: Klaus SCHWABE (Hg.), *Quellen zum Friedensschluß von Versailles*, Darmstadt 1997, p. 104–107, aussi p. 144–152.

14 GRUPP (voir n. 11) p. 219–225; SCHEIDEMANN (voir n. 3) p. 443–446. BROCKDORFF-RANTZAU (voir n. 11) p. 161sq.

ment de Berlin créent l'impression que cela en effet sera le cas¹⁵. Pour Brockdorff-Rantzau c'est l'occasion de mettre en jeu sa *tactique diplomatique*, le deuxième aspect de sa grande stratégie pour conclure la paix. Sur ce terrain le ministre souligne trois atouts dont l'Allemagne dispose: d'un côté l'intérêt des vainqueurs, surtout des États-Unis, de reconstruire le plus rapidement possible la vie économique en Europe. Cet intérêt implique évidemment une contribution de l'Allemagne et ainsi sa propre réhabilitation économique – un dessein qui, d'après lui, ne permet pas le paiement de réparations trop élevées.

De l'autre côté Brockdorff-Rantzau mise sur la solidarité de la gauche internationale, surtout parmi les partis travaillistes, avec la nouvelle République allemande qui s'est engagée pour des idées progressistes et socialistes. Le ministre est convaincu que cette gauche internationale est disposée à soutenir la lutte de l'Allemagne pour une paix équitable en s'engageant dans des manifestations et des grèves. Pour cette raison ce n'est pas par accident qu'il sonde à plusieurs reprises les intentions du parti des Indépendants (USPD), c'est-à-dire de la gauche radicale, pour gagner leur participation à son gouvernement¹⁶. Enfin, Brockdorff-Rantzau compte sur la peur, chez les pays vainqueurs, de courir le danger d'un bolchevisme allemand. L'exemple donné par Trotski à Brest-Litovsk l'encourage: une Allemagne alliée avec la Russie soviétique déjouerait la conclusion d'une paix. Bien entendu, la possibilité d'une telle menace ne s'offrirait qu'en dernier recours. Pour le moment, préconise-t-il, que l'Allemagne évoque chaleureusement la solidarité parmi les nations civilisées de l'occident, vainqueurs ou vaincus¹⁷.

Le cabinet du président du Conseil Philipp Scheidemann qui s'appuie sur les partis de la coalition de Weimar (*SPD, Zentrum, Demokraten*) s'identifie sans réserve avec ce programme et cette tactique.

III.

Dans une certaine mesure, l'impression que ce programme fera aux vainqueurs dépend de la crédibilité du gouvernement de Berlin en tant que représentant sincère des valeurs démocratiques et du nouvel ordre dans les relations internationales. Au moins c'est la conviction de Brockdorff-Rantzau et des responsables à Berlin.

Cela nous confronte avec un des problèmes les plus compliqués et en même temps les plus passionnants dans ce contexte, à savoir le problème du degré de *continuité* qui existait entre la politique étrangère de l'ancien empire allemand et celle de la nouvelle République de Weimar. Ce problème comprend divers aspects.

Tout d'abord il y a l'aspect historiographique: certains historiens allemands¹⁸ tendent à noter qu'une continuité directe et immédiate liait la politique étrangère sous l'empire de Guillaume II avec la diplomatie allemande aux débuts de la République de Weimar. Ce point de vue demande à être qualifié, car au moment où l'on observe

15 SCHWABE (voir n. 4) p. 521–528.

16 HAUPTS (voir n. 3) p. 63sq.

17 SCHWABE (voir n. 4) p. 347sq., 528; SCHWABE (voir n. 13) Einleitung, p. 19sq.; SCHEIDEMANN (voir n. 3) p. 390–408.

18 Par exemple GRUPP (voir n. 11) p. 288–291.

les moyens employés pour réaliser leur politique extérieure, il se dessine sans aucun doute une différence importante entre les deux régimes: à la différence de l'ancien Reich, Brockdorff-Rantzau et les représentants de la nouvelle République – après tout en majorité des sociaux-démocrates – ont renoncé en toute sincérité à l'emploi de l'outil militaire pour promouvoir la cause de l'Allemagne. Bien sûr, pour eux ceci est non seulement un réflex moral à l'expérience de la Grande guerre, mais aussi le résultat d'un réalisme prosaïque: après tout, l'Allemagne a perdu la guerre, l'armistice l'a presque totalement désarmée; sa faiblesse militaire restera un fait pour les années à venir. Toutefois, on ne peut pas nier qu'il existait au moins une différence de degrés entre les buts de guerre expansionnistes des hommes politiques et militaires de l'ancien Empire et le programme pour la paix conçu par le gouvernement de Scheidemann.

Cela dit, force est de constater qu'il y avait tout de même une continuité incontestable entre la politique étrangère des gouvernements de l'Empire et celle de la République de Weimar – une continuité maintenue par le nouveau gouvernement de Berlin lui-même. On a déjà vu que cette continuité consistait pour tous les gouvernements de Berlin à insister pour que l'Allemagne reste un membre du club des grandes puissances du monde. Mais ce qui est plus important pour notre analyse c'est la question de savoir de quelle manière la diplomatie allemande elle-même envisageait de cette problématique.

Le gouvernement de Berlin, on l'a déjà vu, s'occupe tout d'abord de l'aspect idéologique du problème en insistant sur une conversion volontaire du peuple allemand aux valeurs de la démocratie occidentale, une conversion qui est le résultat présumé de la Révolution de novembre. En conséquence, il affirme qu'au cours des négociations pour la paix cette nouvelle Allemagne mérite d'être traitée par les vainqueurs d'une façon généreuse qui correspond à la solidarité récemment établie entre toutes les démocraties du monde, surtout entre l'Allemagne et les États-Unis. Dans ce sens Brockdorff-Rantzau déclare: »Un nouvel esprit, un nouveau système prévaut en Allemagne, et le peuple allemand doué d'un gouvernement démocratique ne demande pas autre chose que la reconnaissance de ce fait par le traité de paix«¹⁹.

Pour les nouveaux dirigeants à Berlin, ce raisonnement aurait dû entraîner une rupture avec l'ancien régime sans équivoque. La gauche radicale ne cesse pas de la demander. Mais en vérité et après de longues discussions, le gouvernement de Berlin arrive à une conclusion contraire – une conclusion manifestement contradictoire: tout en insistant sur la rupture *politique* fondamentale qui sépare la République de l'Empire, le gouvernement décide d'adhérer à une continuité *juridique* qui le lie au régime antérieur. Le ministre des Affaires étrangères et ses experts ont deux raisons d'opter pour cette approche.

Premièrement, on a peur de perdre le fondement légal pour une paix équitable. Ce fondement a été établi par l'assentiment des Alliés d'accepter les Quatorze Points comme cadre des conditions de la paix. Malheureusement pour les nouveaux républicains de Berlin, cette promesse a été faite à l'ancien régime, c'est-à-dire avant la Révolution de novembre, par la note Lansing. Grâce à cette note la signification du terme »réparation« semblait rester restreinte. Une Allemagne vraiment révolution-

19 Cité par SCHWABE (voir n. 4) p. 347, n. 4.

naire, qui niait la continuité juridique entre l'Allemagne d'avant et celle d'après la Révolution, aurait perdu ce titre. Les Alliés, pour leur part, auraient été libres d'exiger une paix à la Clemenceau et Lloyd George – c'est-à-dire de demander une somme de fait illimitée comme réparation à payer par l'Allemagne et des cessions territoriales sans égard au droit d'autodétermination²⁰.

Il y avait un autre problème étroitement lié à celui des réparations. C'était le célèbre contentieux autour de la responsabilité allemande dans le déclenchement de la guerre. Les représentants de la gauche radicale, y compris quelques sociaux-démocrates marquants, plaidaient pour une politique qui devait se dissocier nettement du régime passé et admettre la responsabilité allemande. Ceux, qui s'y opposaient, craignaient que la base américaine de la paix, c'est-à-dire les Quatorze Points, soit compromise si la responsabilité allemande de la guerre était admise. Au lieu des Quatorze Points, la culpabilité allemande servirait de base à la paix pour les vainqueurs, qui n'hésiteraient pas à revendiquer des sommes énormes en réparation. Dans ces débats menés au sein du gouvernement de Berlin, les défenseurs d'une tactique qui défendait la continuité légale l'emportèrent. Par conséquent le gouvernement se retrouva dans une position contradictoire qui le forcerait à la fois à insister sur sa distance vis-à-vis de l'ancien régime monarchiste et à persévérer dans la continuité juridique qui le liait à l'empire de Guillaume II.

Inutile de dire que les Alliés rejettent ses prétentions: en leur nom, Clemenceau déclare qu'un changement de régime ne peut annuler les obligations encourues au nom d'une nation, et ainsi confirme la continuité juridique entre les deux Allemagnes – celle d'avant et celle d'après la Révolution²¹. Par conséquent, les Alliés insistent sans rabais sur des réparations calculées de fait, sinon en théorie, sur la base des dommages qu'ils ont subis²². La stratégie contradictoire que le gouvernement allemand avait adoptée s'avéra inefficace.

IV.

Peut-on pour autant parler d'un échec total de la stratégie diplomatique que la délégation allemande a adoptée à Versailles? Encore une fois il faut faire des distinctions, il faut distinguer entre la perspective immédiate contemporaine et la rétroperspec-

20 Ibid., p. 531sq.; Peter KRÜGER, *Deutschland und die Reparationen 1918/19*, Stuttgart 1973, p. 145sq.; aussi: Kabinettsitzung, 22.3.1919, dans: Hagen SCHULZE (Hg.), *Das Kabinett Scheidemann*, Boppard 1971, p. 84sq. (Akten der Reichskanzlei); Fritz DICKMANN, *Die Kriegsschuldfrage auf der Friedenskonferenz von Paris 1919*, München 1964, p. 68, 71–76.

21 SCHWABE (voir n. 13) p. 270.

22 Le célèbre article 231 du traité forme un ensemble avec l'article 232: Dans l'article 231 les vainqueurs »déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés ... en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et ses alliés ... « par l'article 232 les vainqueurs »reconnaissent que les ressources financières de l'Allemagne ne sont pas suffisantes en tenant compte de la diminution permanente de ces ressources qui résulte des autres clauses du présent Traité – pour assurer une complète réparation de toutes ces pertes et tous ces dommages ... «. Le texte ajoute une annexe qui définit les catégories de dommages qui doivent être remboursés par l'Allemagne. C'est en effet l'étendue concrète des revendications alliées qui confirme l'impression du côté allemand que les réparations sont impayables.

tive à long terme. En ce qui concerne la perception contemporaine, il convient de comparer le programme et la tactique visés par Brockdorff-Rantzau pour la conclusion de paix avec ce qui s'est de fait passé à la conférence.

Il va sans dire que le contenu du traité de paix est fort différent des espérances du gouvernement de Berlin: parce-que les vainqueurs n'ont pas réussi à s'entendre entre eux sur une somme fixe des réparations, le traité force l'Allemagne, au moins pour le moment, à reconnaître une obligation financière illimitée. En outre, le règlement territorial semble ignorer pour le peuple allemand le droit à l'autodétermination en créant des minorités allemandes considérables au-delà des frontières que le traité a tracées, et en interdisant le rattachement de l'Autriche à la République allemande. Avec toutes ces dispositions le traité semble violer les principes sur lesquels sont fondés les Quatorze Points. En vérité, ces articles résultent de compromis précaires trouvés entre les vainqueurs en préparant le traité. Il est également vrai qu'à Versailles la délégation américaine et même Wilson lui-même entretiennent quelques doutes en ce qui concerne la justesse et la faisabilité de quelques dispositions du traité, surtout à l'égard des réparations²³.

Même vues d'aujourd'hui les plaintes du gouvernement Scheidemann semblent être justifiées quand on regarde *l'esprit* dans lequel le traité a été conçu. C'était l'intention de punir le peuple allemand pour avoir soutenu la conduite de la guerre de l'Empire qui prévalait dans le traité, et c'était se en référant à cette culpabilité que les vainqueurs justifiaient la sévérité de quelques-unes de ses dispositions. Au contraire, l'esprit qui émanait des Quatorze Points était celui d'une réconciliation avec le peuple allemand à l'exception de ses maîtres militaires, un esprit d'impartialité qui guiderait les Alliés pour la conclusion de la paix. Tandis que le programme Wilsonien faisait état d'une intention intégrative à l'égard de l'Allemagne, le traité insiste sur son exclusion de la communauté mondiale des démocraties. Sans aucun doute, il existait un fossé profond qui séparait les espoirs allemands pour une paix Wilsonienne du contenu réel du traité. Surtout les articles qui règlent les questions d'honneur et qui engendrent les protestations les plus violentes en Allemagne montrent la résolution des vainqueurs de châtier l'ennemi allemand.

Mais était-il opportun pour la délégation allemande de rappeler aux vainqueurs ces divergences entre la vision Wilsonienne et la teneur du traité et par là même de mettre en question leur intégrité morale? Cette question nous amène aux problèmes de la tactique diplomatique auxquels le ministre allemand des Affaires étrangères se trouve confronté. Une deuxième fois, il faut comparer les estimations de Brockdorff-Rantzau au train des choses qui de fait se sont déroulées à Versailles.

Ce que Brockdorff espère initialement, après avoir reçu le projet de traité, c'est d'avoir la chance de mener des négociations orales avec les Alliés. Dans ce cas là, il est sûr de pouvoir persuader ses adversaires de la nécessité d'alléger les conditions de paix. Il espère que ces négociations seront accompagnées de grèves et de manifestations de la gauche dans tous les pays ennemis et de la chute des gouvernements de droite, peut-être même en France. Autrement dit, il mise sur des événements qui ébranleraient la résolution des vainqueurs de dicter à l'Allemagne une paix dure. Si,

23 Arthur WALWORTH, *Wilson and His Peacemakers. American Diplomacy at the Paris Peace Conference 1919*, New York 1986, p. 394sq., 400, 403sq.

cependant, tous ces moyens restent sans effet et si l'ennemi insiste pour l'acceptation d'une paix sans modification, Brockdorff préconise un refus de signer le traité. Comme conséquence il prédit la désintégration de l'alliance des adversaires et ensuite une amélioration radicale du traité²⁴.

Nous savons aujourd'hui, que pratiquement rien de ces prédictions ne se réalisa. Il est vrai que la campagne lancée par le ministre contre le projet de la paix, surtout son avertissement de ne pas signer le traité non-modifié, impressionne la délégation britannique, et c'est sur ses instances que les Alliés modifient les dispositions pour la frontière Est de l'Allemagne en admettant un plébiscite pour la Haute Silésie. Mais les Alliés rejettent la demande clé de Brockdorff-Rantzau, celle de négociations orales. Quant à la gauche internationale il n'y a que peu de manifestations contre le traité. L'échange de notes entre le gouvernement allemand et les vainqueurs devient de plus en plus exaspéré. Parallèlement les possibilités de négociations orales diminuent²⁵. Confronté à la demande ultime des Alliés, ou d'accepter la paix telle quelle ou de se trouver face à une reprise des hostilités, le cabinet Scheidemann-Brockdorff-Rantzau donne sa démission. Son successeur, le gouvernement du chancelier Gustav Bauer, signe la «paix honteuse» le 28 juin 1919.

V.

Assurément la stratégie allemande à Versailles a échoué. Elle a fait naufrage dans un double sens: les Alliés ne cédant que peu à la pression allemande, en fin de compte le gouvernement de Berlin de son côté ne refuse pas sa signature au bas du traité de paix malgré sa sévérité. Pour Brockdorff-Rantzau c'est un échec qui prend la dimension d'une tragédie personnelle, et à la fin de sa vie il avoue résigné qu'il est déjà mort à Versailles, où on lui avait tout mis en morceaux²⁶! Mais son échec momentané est-il aussi un échec à long terme?

De ce point de vue, la réponse doit être négative. L'ultime objectif auquel Brockdorff aspirait était de discréditer le traité de Versailles. J'ose dire qu'à long terme il y a bien réussi. Naturellement, aucun milieu politique allemand défend le traité. A l'étranger la condamnation du traité est initiée par le fameux livre de John M. Keynes sur les conséquences économiques de la paix. Cette critique se répand et entraîne l'inclination à améliorer le traité en faveur de l'Allemagne aussi tôt que possible, et ce sont curieusement d'abord les points d'honneur, entre autres l'extradition de l'ancien empereur que les vainqueurs n'exécutent pas. Autrement dit, le mouvement favorisant un «apaisement» envers l'Allemagne commence l'encre des signatures au bas du traité à peine sèche.

En même temps, c'est un prix très élevé que l'Allemagne de Weimar doit payer pour l'application de la politique préconisée par Brockdorff-Rantzau – une politique qui consiste à méthodiquement diffamer le traité de paix au nom des revendications de la nation allemande, une politique qui attise les sentiments nationalistes du peuple allemand; car aux yeux du public allemand non seulement le traité est discrédité

24 SCHWABE (voir n. 4) p. 641.

25 Voir note 27.

26 HAUPTS (voir n. 3) p. 102.

dité mais aussi sa base, les Quatorze Points, c'est-à-dire la conception visionnaire d'une «paix organisée», progressive et durable, une paix qui exclurait l'emploi de la force militaire dans les relations internationales. L'indignation chauviniste du public allemand n'atteint pas seulement ceux de leurs compatriotes qui ont mis leur signature en bas du traité, mais aussi ceux qui ont mené les négociations à Versailles. Au fond elle atteint le «système» politique de la République de Weimar qui est déclaré responsable de l'humiliation infligée à l'Allemagne à Versailles.

La victoire électorale de la droite plus ou moins anti-républicaine en juin 1920 est la répercussion fatale de la campagne nationaliste dirigée contre le traité de Versailles. En exagérant un peu on peut dire que cette victoire électorale est le début de la fin de la République de Weimar.

VI.

Il est alors d'autant plus nécessaire de répondre à notre dernière question – celle de l'existence d'alternatives par rapport à la politique conçue et exécutée par Brockdorff-Rantzau et son gouvernement. De manière rétroperspective, les erreurs politiques commises par les responsables de la politique étrangère allemande d'alors sont évidentes: en créant auprès du public allemand de faux espoirs pour une paix clémente, Brockdorff-Rantzau prépare le terrain pour une déception d'autant plus écrasante au moment où le traité est publié. Ainsi il pose le fondement d'un nationalisme cynique dirigé contre toutes les démocraties du monde occidental.

Choisissant une politique de menaces et de confrontation, Brockdorff détruit les minces chances pour le dialogue oral qu'il a cherché à entamer avec tant d'énergie. Mettant en relief les questions d'honneur, c'est-à-dire l'aspect idéologique, sur lesquelles les vainqueurs ont les plus grandes difficultés à bouger, il compromet les négociations sur des questions concrètes – par exemple financières, domaine où les compromis sont moins ardu.

Mais est-ce qu'il y a eu des alternatives? Pour deux raisons, il est difficile de répondre à cette question. Premièrement Brockdorff-Rantzau lui-même n'était pas cohérent dans l'application de sa politique intransigeante. Sa tactique de confronter les Quatorze Points de Wilson au *diktat* de Versailles, de reprocher aux Alliés, et surtout à Wilson, d'avoir trahi les principes avancés par ces mêmes Quatorze Points, n'a pu avoir d'autre conséquence que d'envenimer l'atmosphère de la conférence et d'anéantir le minimum de chances qui existait pour des négociations orales²⁷. En second lieu, contre l'avis de son conseil et la conviction de tous ses collaborateurs, y compris des savants célèbres tels que Max Weber et Hans Delbrück, le gouvernement de Berlin abandonne sa conception et signe le traité.

La question qui se pose alors, est de voir si ce que le ministre des Affaires étrangères avait préconisé, c'est-à-dire le refus de signer le traité, aurait pu améliorer le sort de l'Allemagne. Sans aucun doute le rejet du traité aurait privé la droite d'un argument crucial dans sa propagande anti-républicaine, et les responsables de la délégation allemande à Versailles en étaient pleinement conscients. Ainsi le secrétaire

27 Il y avaient bien peu de chances pour des entretiens oraux entre les contractants (cf. SCHWABE [voir n. 4]) p. 624; SCHWABE [voir n. 1] p. 63.

général de la délégation, Walter Simons, prédit que »si le peuple allemand est confronté à un traité inacceptable pour lui le mouvement nationaliste en Allemagne en tirera un profit immédiat et un leader politique (>Führer!<) jusqu'alors pas encore découvert sera trouvé qui dirigera une révolte populaire massive«²⁸.

Évidemment il est impossible de donner une réponse définitive à la question des conséquences d'un rejet du traité par l'Allemagne. La politique dont les Alliés sont convenus dans cette éventualité, permet néanmoins une réponse passablement précise. Le refus de l'Allemagne de sous-signer le traité aurait certainement entraîné la reprise des hostilités, l'entrée des troupes alliées en Allemagne de l'Ouest et du Sud et la réintroduction du blocus. Il est vrai que quelques divergences demeuraient entre les Alliés à l'égard de la politique à long terme qu'on devrait adopter envers une Allemagne récalcitrante²⁹. Mais il est fort probable que la fureur d'une guerre recommencée aurait resserré les rangs chez les Alliés et les aurait aidés à surmonter leurs difficultés. Dans ce cas-là les États de l'Allemagne du Sud comme le Bade ou la Bavière auraient été forcés de signer des armistices et des traités séparés. Il est possible que ceux-ci auraient été encore plus sévères que le traité de Versailles. En tous cas, il aurait été alors impossible pour les Allemands de demander une révision de la paix en s'appuyant sur les Quatorze Points de Wilson, parce que l'armistice qui contenait l'engagement des Alliés d'accepter ce programme aurait été dénoncé. *En somme*, une famine, peut-être des émeutes et un morcellement de la République auraient pu être la conséquence de la politique préconisée par Brockdorff-Rantzau et la fin de l'unité de l'Allemagne.

Il y a une autre alternative propagée par la gauche radicale (les Indépendants) et défendue par quelques historiens de notre époque. Cette alternative aurait consisté à couper avec l'Allemagne de Guillaume II, reconnaître la défaite totale que l'Allemagne avait subie, admettre une responsabilité du régime défunt dans l'éclatement de la guerre, se déclarer sincèrement et sans réserve pour les vraies idées de Wilson et, en général, céder aux vainqueurs au sujet des questions d'honneur, bref le contraire de la politique représentée par le gouvernement Ebert-Brockdorff.

Est-ce que cette alternative aurait entraîné des changements notables dans le traité à l'issue de la conférence de Versailles? Cela semble être assez incertain. Les Alliés étaient non seulement profondément méfiants envers la gauche radicale en Allemagne, considérée par eux comme trop proche du bolchevisme russe, mais, comme nous l'avons déjà observé, ils étaient aussi résolus à ne pas regarder la question de la proximité ou de la distance de la nouvelle République vis-à-vis du régime impérial d'un point de vue idéologique mais dans la perspective du droit international; et, selon cette norme, une révolution ne pouvait ni interrompre la continuité d'un État, ni éliminer la responsabilité d'un État successeur des actes de son prédécesseur. Ainsi il est très probable que l'attitude prônée par les Indépendants n'aurait pas modifié le comportement des vainqueurs³⁰.

28 SCHWABE (voir n. 1) p. 64.

29 RENOUVIN (voir n. 6) p. 332-336.

30 Susanne MILLER, *Die Bürde der Macht*, Düsseldorf 1978, p. 285-288; Klaus SCHWABE, *Äußere und innere Bedingungen der deutschen Novemberrevolution*, dans: Michael SALEWSKI (Hg.), *Die Deutschen und die Revolution*, Göttingen 1984, p. 344sq.

De plus et surtout, la question se pose de savoir si des *contraintes internes* auxquelles la politique extérieure de l'Allemagne était exposée, auraient permis une telle politique d'accommodation et d'obligance vis-à-vis des vainqueurs. Comme on l'a vu, les hommes politiques contemporains percevaient de grands dangers internes.

Mais ces dangers auraient-ils vraiment poussé la politique du gouvernement de Berlin à appeler à un nationalisme à outrance qui mettait en péril la jeune République de Weimar à son tour? Ceci est une question qu'il faut poser surtout du point de vue de la majorité sociale-démocrate qui soutenait les gouvernements d'Ebert et de Scheidemann. En s'identifiant avec la politique de Brockdorff-Rantzau, ces représentants du mouvement ouvrier en Allemagne n'ont-ils pas trahi leurs propres traditions internationalistes et pacifiques? Du point de vue de l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, ces Socialistes auraient nié cette question. En combattant chez les vainqueurs, pour citer un délégué pacifiste, la menace »d'un triomphe affreux d'une conception globale moribonde de tendance capitaliste ainsi qu'impérialiste« et en insistant sur une »paix de droit«, ils se considéraient comme les prophètes d'un ordre nouveau dans les relations internationales³¹. Il leur était moralement impossible de ne pas protester à haute voix contre une paix qui faisait tellement violence à leurs idéaux. En outre, il aurait été politiquement fort inopportun d'admettre l'échec de la politique de réconciliation avec l'ennemi pour laquelle les socialistes s'étaient engagés en se référant au programme de Wilson.

Mais il y avait une raison encore plus profonde qui explique l'attitude ultra-nationaliste assumée par l'élite social-démocrate ainsi qu'à son hésitation à couper totalement avec le régime impérial antérieur: le parti social-démocrate avait soutenu sans réserve les efforts de guerre de l'ancien régime. Cette attitude avait abouti à les intégrer enfin dans la vie politique et sociale du Reich. La guerre avait achevé le processus de leur identification avec la nation allemande et son sort. Ils étaient profondément convaincus que l'Allemagne menait une guerre défensive. Ils avaient préconisé une paix sans victoire, à savoir une paix sans annexions étendues, mais ils n'avaient pas voulu permettre une défaite de leur patrie.

En tant que représentants de la cause nationale de l'Allemagne, ils se chargeaient de la direction de la République allemande après une révolution non voulue par eux. L'aspect extérieur de ce comportement, c'était l'adoption du programme du Président Wilson. Il leur est impossible de désavouer cette orientation sans perdre la face vis-à-vis de leurs électeurs et du public allemand en général. Admettre la responsabilité du déclenchement de la guerre, humblement accepter la paix des vainqueurs, aurait pu produire craignait-on un désastre électoral pour le parti social-démocrate encore plus catastrophique pour sa position dans la vie politique du pays que les résultats des élections de 1920. Tout au moins il aurait entraîné un nouvel isolement du parti de la société allemande. Une telle attitude aurait également provoqué la rupture totale avec l'armée, de laquelle dépendait la sécurité intérieure de la République. Bref, aux yeux des dirigeants sociaux-démocrates, une alternative à la politique que représentait Brockdorff-Rantzau paraissait suicidaire. Les contraintes intérieures l'interdisaient³².

31 SCHWABE (voir n. 4) p. 610.

32 MILLER (voir n. 30) p. 276-279, Heinrich August WINKLER, *Von der Revolution zur Stabilisierung. Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik 1918-1924*, Berlin 1985, p. 212-225.

Quelle est la conclusion à tirer de ces observations? Répondre à cette question c'est constater qu'en réalité la situation qui prévalut à Versailles ainsi qu'en Allemagne ne permettait pas d'alternatives tranchées pour la politique poursuivie par les gouvernements Ebert-Scheidemann. Le temps pour une véritable réconciliation n'était pas encore arrivé ni à Berlin, ni à Londres, ni à Paris, ni à Washington. Comme le secrétaire d'État américain Hughes l'observa un peu plus tard: les Européens avaient encore besoin d'un peu de chaos en plus pour devenir raisonnables³³.

33 D'après Werner LINK, Die Vereinigten Staaten und der Ruhrkonflikt, dans: Klaus SCHWABE (Hg.), Die Ruhrkrise 1923. Wendepunkt der internationalen Beziehungen nach dem Ersten Weltkrieg, Paderborn 1985, p. 44.